

LA FERMETURE DES BUREAUX DE POSTE

Question n° 2015—**M. Rodrigue:**

Depuis le 1^{er} avril 1968, quels bureaux de poste le ministère des Postes a-t-il fermés ou compte-t-il fermer d'ici le 31 décembre 1970, dans les circonscriptions de a) Beauce, b) Frontenac?

L'hon. Jean-Pierre Côté (ministre d'État): Depuis le 1^{er} avril 1968—a) Beauce: Belarmin, St-Éphrem Station, Station-St-Victor, St-Hilaire-de-Dorset. b) Frontenac: Kinnear's Mills, Normand, Ste-Julie-Station.

Avant le 31 décembre 1970—Beauce: Feuille-d'Érable, Quatre-Chemins, St-René, St-Simon-les-Mines. Frontenac: Broughton Station, St-Jean-d'Irlande, Vimy Ridge Mine.

[Français]

QUESTION RELATIVE AU COÛT DES RÉPARATIONS ET DE L'ENTRETIEN DES ÉDIFICES FÉDÉRAUX DANS LA CIRCONSCRIPTION DE BEAUCE

Question n° 2016—**M. Rodrigue:**

Quel est le coût des réparations et de l'entretien de tous les édifices appartenant au ministère des Travaux publics dans la circonscription de Beauce?

L'hon. Arthur Laing (ministre des Travaux publics): Durant l'année financière 1969-1970, le coût global des réparations et de l'entretien de tous les édifices appartenant au ministère des Travaux publics fut de \$62,154.01.

[Traduction]

LA FERMETURE D'UN BUREAU DE POSTE DANS LA CIRCONSCRIPTION DE BEAUCE

Question n° 2017—**M. Rodrigue:**

Le ministère des Postes a-t-il envisagé de reviser sa décision de fermer le bureau de poste de St-Simon-les-Mines dans la circonscription de Beauce?

L'hon. Jean-Pierre Côté (ministre d'État): Nous avons fait une nouvelle étude de ce cas pour s'assurer qu'il s'agissait d'une décision équitable et qui n'allait pas à l'encontre de nos lignes directrices qui pourrait justifier le maintien de ce bureau.

LES ÉTUDES PORTANT SUR LES AVIONS À RÉACTION GÉANTS

Question n° 2018—**Mme MacInnis:**

En prévision de l'instauration des avions à réaction géants, a-t-on entrepris, ou songe-t-on à entreprendre, des études comme celle que l'on vient de terminer à l'aéroport d'Heathrow à Londres, sur le rapport entre la pollution par le bruit et les maladies mentales?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social n'a pas entrepris et ne songe pas à

entreprendre d'étude sur le rapport entre les bruits intenses et les maladies mentales.

Le contrôle continu qu'exerce le ministère des Transports a permis de constater que le niveau de bruit des avions à réaction géants (par ex., le Boeing 747) est inférieur à celui des avions à réaction actuels. En outre, les personnes vivant dans les environs des aéroports considèrent le bruit de ces avions géants comme moins irritant et l'avion leur semble plus silencieux.

LES SUBVENTIONS AU POSTE DE CLASSIFICATION MAURICIEN INC.

Question n° 2019—**M. Burton:**

1. Le ministère de l'Expansion économique régionale a-t-il autorisé ou versé, aux termes de la Loi sur les subventions au développement régional, des subventions à la société *Poste de Classification Mauricien Inc.* et, dans l'affirmative, à combien s'élevait chacune de ces subventions?

2. Qui sont les administrateurs et les cadres supérieurs de ladite société?

3. Dans quelle mesure cette société appartient-elle à des non-résidents ou des étrangers, ou est-elle contrôlée par eux?

4. Quels sont les noms des propriétaires connus de ladite société et quel pays habitent-ils?

M. J. A. Jerome (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): 1 et 2. Ce renseignement apparaît dans le rapport mensuel sur l'application de la loi sur les subventions au développement régional, déposé devant le Parlement.

3, 4 et 5. Ces renseignements ne sont pas actuellement accessibles car cette société n'est pas tenue de rendre compte en vertu d'une loi quelconque du Parlement.

LES SUBVENTIONS À LA SOCIÉTÉ VICTOR WOOLLEN PRODUCTS LIMITED

Question n° 2020—**M. Burton:**

1. Le ministère de l'Expansion économique régionale a-t-il autorisé ou versé, aux termes de la Loi sur les subventions au développement régional, des subventions à la société *Victor Woollen Products Limited* et, dans l'affirmative, à combien s'élevait chacune de ces subventions?

2. Qui sont les administrateurs et les cadres supérieurs de ladite société?

3. Dans quelle mesure cette société appartient-elle à des non-résidents ou des étrangers, ou est-elle contrôlée par eux?

4. Quels sont les noms des propriétaires connus de ladite société et quel pays habitent-ils?

M. J. A. Jerome (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Le ministère de l'Expansion économique régionale et le Bureau fédéral de la statistique m'informent comme suit: 1. Ce renseignement apparaît dans le rapport mensuel sur l'application de la loi sur les subventions au développement régional, déposé devant le Parlement.